

DÉCODER LE MONDE

CHAQUE MOIS, UN SUJET LIÉ À L'ACTUALITÉ DES DROITS HUMAINS OU À L'ÉVOLUTION DE NOS SOCIÉTÉS, À DISCUTER DANS VOTRE GROUPE AMNESTY.

JANVIER 2021

Faut-il boycotter la Coupe du Monde de football au Qatar ?

Par Nicolas Guillon, AOC, 23 février 2021.

Si la crise sanitaire le permet, la vingt-deuxième Coupe du Monde de football aura lieu au Qatar du 21 novembre au 18 décembre 2022. Mais, depuis 1978 et l'organisation de la onzième édition de la compétition dans une Argentine alors sous le joug dictatorial du général Videla, jamais la grande fête planétaire du ballon rond n'avait autant suscité la controverse. Et ce pour de multiples raisons, qui toutes posent légitimement la question d'un boycott de l'événement.

Parce que, pour le meilleur et pour le pire, rien n'échappe aux réseaux sociaux, les images ont fait le tour du monde. La scène se déroule le 11 février dernier à Al Rayyan, au Qatar. Cérémonie protocolaire de la Coupe du Monde des clubs, sorte de répétition générale avant le grand raout de l'an prochain : où le cheikh Joaan bin Hamad bin Khalifa Al-Thani, frère de l'émir et président du Comité olympique qatari, « oublie » de saluer les membres féminins du corps arbitral, les Brésiliennes Edina Alves Batista et Neuza Back.

Juste avant que les deux femmes passent leur chemin tête basse devant le dignitaire, on peut voir le président de la Fédération internationale (FIFA) Gianni Infantino s'entretenir avec elles, comme pour les briefier sur la conduite à tenir. Dans la culture locale ultraconservatrice, les règles d'étiquette sont certes bien définies. Quoi qu'il en soit, ce qui, il y a encore quelques années, n'aurait constitué qu'un incident, s'est rapidement transformé en incendie.

Tendant maladroitement de le circonscrire, la FIFA a dénoncé de « fausses rumeurs » et des « mensonges », comme elle le fait systématiquement chaque fois qu'elle est mise en cause. Pour leur part, les autorités qatariennes, sans doute soucieuses d'écarter tout soupçon de sexisme ou de fondamentalisme, ont préféré, dans le contexte de la lutte contre le coronavirus, plaider le « malentendu ». Un de plus, pourrait-on dire, depuis 2010 et l'attribution très sensible du Mondial de foot à l'État confetti du Golfe. Même Barack Obama s'en est mêlé, qualifiant ce choix de « mauvaise décision ».

Doit-on rappeler qu'une enquête du Parquet national financier (PNF) est en cours pour tenter de faire la lumière sur les conditions de désignation du Qatar en tant que pays organisateur ? Car tout se serait joué lors d'un déjeuner à l'Élysée, le 23 novembre 2010, soit neuf jours avant le vote. Autour de la table, le président de la République, Nicolas Sarkozy, le secrétaire général de l'Élysée Claude Guéant, le président de l'UEFA Michel Platini, le cheikh et futur émir Tamim bin Hamad Al-Thani... Une mondanité dont le PNF subodore qu'elle a tourné entre la poire et le fromage à l'« association de malfaiteurs », pimentée de « corruption privée » et de « trafic d'influence ». Dans la transaction supposée, la Coupe du Monde en échange du rachat du PSG, de la création de la chaîne beIN Sports et d'une prise de participation du fonds souverain qatarien Diar dans Veolia. Rien que ça !

Mais Qatar2022 ce sont aussi des chantiers pharaoniques au milieu du désert, neuf nouveaux stades et trois rénovés comme autant de pyramides des temps modernes, édifiés par une main-d'œuvre dont les conditions de travail ne semblent guère avoir évolué depuis l'Égypte antique. Dès 2013, le Népal faisait état de la mort de quarante-quatre de ses ressortissants. Une délégation syndicale de travailleurs du bâtiment désirait mener une inspection sur place mais elle a été refoulée. Les informations qui parviennent malgré tout à filtrer sont effroyables : plusieurs médias, dont *Le Monde*, *The Guardian*, la *BBC*, parlent d'ouvriers travaillant onze heures par jour, six jours par semaine, parfois par une température dépassant les 50 degrés, esclaves 2.0 privés de leur passeport, logés dans des baraquements insalubres et parfois laissés sans salaire durant des mois.

Le champion du BTP Vinci est d'ailleurs lui aussi dans le collimateur de la justice pour « travail forcé » et « traite d'êtres humains ». La chaîne américaine *ESPN* a opéré un calcul morbide : elle estime qu'au moment du match d'ouverture, on dénombrera autour de 4 000 décès sur ces funestes échafaudages. Autrement dit, la vingt-deuxième Coupe du Monde se disputera au milieu d'un gigantesque cimetière, comme la dictature argentine plastronna en 1978 au stade Monumental de Buenos Aires, à proximité de l'École de mécanique de la Marine, véritable « usine de mort » où furent suppliciés par la junte militaire des centaines d'hommes et de femmes.

À l'époque, de nombreuses voix s'élevèrent contre la tenue de ce *Mundial* argentin, parce qu'on ne joue pas au football à côté de centres de torture. Mais est-ce plus glorieux de taper dans un ballon au milieu d'enceintes coulées dans un béton marbré de sang ? L'archevêque de Cologne Rainer Woelki fut l'un des premiers à appeler au boycott de la Coupe du monde au Qatar, mettant dans le même sac des organisateurs aux méthodes inhumaines et une FIFA complice. Car, oui, la question se pose, même si le Qatar dénonce une campagne de dénigrement à son égard, de la part notamment des Émirats arabes unis, qu'il a promis, gage de sa bonne volonté, d'abolir le système qui place les travailleurs étrangers en situation de servitude vis à vis de leur employeur, et que la FIFA, sans surprise, rejette en bloc ces accusations qu'elle juge fallacieuses.

Elle se pose même avec d'autant plus de pertinence quand la crise sanitaire nous fait goûter aux joies du dérèglement climatique, sachant que les 64 rencontres de la compétition seront rafraîchies par d'énormes climatiseurs : une aberration écologique. Passons sur le rôle géopolitique pour le moins ambigu joué par l'émirat, dont le très bien informé *Canard enchaîné* a, ces dernières années, décrit par le menu les mécanismes tortueux de financement des réseaux du terrorisme, en particulier au Sahel, où les forces françaises sont ensablées

Dans l'histoire de la Coupe du monde de football, une seule fois la question du boycott s'est réellement posée.

Alors, vraiment, doit-on se donner tous rendez-vous le 21 novembre 2022 à Doha pour une grande démonstration de *soft power* ? Il n'est peut-être pas inutile, notamment pour les jeunes générations, de revenir sur la notion de boycott. Le terme nous vient de l'Irlande du 19e siècle, précisément de Charles Cunningham Boycott, intendant d'un riche propriétaire tristement célèbre dans tout le comté de Mayo pour maltraiter ses fermiers – notez l'analogie avec les directeurs de travaux du désert – à tel point que ses produits finirent par être boudés par la population, avec le colonialisme comme toile de fond.

Plus tard, dans les années 20, Ghandi appellera au boycott des produits anglais en Inde. Le boycott est donc un mode de protestation, une façon de marquer son désaccord, une manière forte mais néanmoins non violente de s'opposer. L'Afrique du Sud, par exemple, fit l'objet d'un boycott pour cause d'apartheid. Dans l'histoire des grands événements sportifs, le boycott apparaît véritablement en 1956 : sept pays décident de ne pas prendre part aux Jeux olympiques de Melbourne. Pour des raisons différentes : l'Égypte, l'Irak et le Liban dans le climat de crise généré par la nationalisation du canal de Suez ; l'Espagne, les Pays-Bas et la Suisse pour dénoncer l'intervention en Hongrie de l'Union soviétique et la présence de cette dernière aux Jeux; enfin, la République populaire de Chine, qui s'insurge contre la participation de la République de Chine (Taïwan) sous le nom de Formose.

Vingt ans plus tard, c'est du continent africain que vient la contestation : s'indignant de l'organisation d'une tournée des All Blacks en Afrique du Sud et du refus de la part du Comité international olympique (CIO) d'écarter pour cela la Nouvelle-Zélande des JO de Montréal, la Tanzanie conduit une fronde de vingt-deux pays. Mais c'est en 1980, à Moscou, que le boycott frappe le plus fort : Jimmy Carter décide de ne pas envoyer d'athlètes américains suite à l'entrée en Afghanistan des chars soviétiques. Un séisme qui connaîtra sa réplique à Los Angeles, en 1984, l'URSS et ses alliés faisant l'impasse sur le voyage en Californie. Plus anecdotique, la Corée du Nord, l'Albanie, Cuba, l'Éthiopie, Madagascar, le Nicaragua et les Seychelles n'ont pas participé aux Jeux de Séoul en 1988. Et en 2014, la Géorgie a boycotté les Jeux d'hiver de Sotchi en raison de l'implication de la Russie dans la guerre d'Ossétie du Sud. Enfin, tout récemment, 180 associations ont lancé un appel au boycott des prochains Jeux olympiques d'hiver, qui doivent se dérouler à Pékin, du 4 au 20 février 2022. En cause : la reprise en main autoritaire de Hong Kong mais également le sort des musulmans ouïghours et des Tibétains.

Dans l'histoire de la Coupe du monde de football, une seule fois la question du boycott s'est réellement posée, en Argentine donc, quand en 1976, un coup d'État militaire renversa le gouvernement d'Isabel Perón pour instaurer une dictature. Cet épisode déclencha de nombreuses réactions en Europe et particulièrement en France. Ainsi Marek Halter signait-il une tribune dans le journal *Le Monde* du 19 octobre 1977, dans laquelle il appelait au boycott du *Mundial 78*. Un comité (COBA) se constituait alors afin de faire pression sur les instances politiques et sportives dans l'objectif d'isoler le régime argentin. Parmi ses membres : Louis Aragon et Jean-Paul Sartre. Mais la *realpolitik* finit par l'emporter, le France ne voulant pas prendre le risque de compromettre ses intérêts à Buenos Aires, les deux tiers de l'opinion publique étant par ailleurs favorables à la participation de l'équipe de Platini. Or, des élections législatives se profilaient.

Au final, aucun pays qualifié ne se décommanda mais il y eut tout de même un absent de marque en Argentine : Johan Cruyff, le plus grand footballeur européen de tous les temps, icône aux cheveux longs des *s eventsies*, finaliste de la Coupe du Monde en Allemagne quatre ans auparavant et promis au sacre suprême avec ses Hollandais volants. La légende crut longtemps que le John Lennon du foot, très engagé politiquement, avait décliné l'invitation au concert macabre de Videla, mais en 2008, Cruyff révéla que c'est une tentative d'enlèvement à son domicile de Barcelone qui avait fini de le dissuader de faire le voyage en Amérique du Sud et de s'éloigner un mois de sa famille. Cette mobilisation internationale ne fut pas pour autant vaine. La sensibilisation au calvaire du peuple argentin gagna les esprits et Videla ne réussit pas à éteindre la colère sociale avec la victoire – arrangée – de l'*Albiceleste*. Il sera mis fin à la terreur, à l'innommable, en 1983.

Les Jeux olympiques comme la Coupe du monde de football deviennent très vite d'inégalables vitrines pour renvoyer une image, qu'elle soit *soft* ou *hard*.

Hélas ! L'argument soutenant, au nom d'un prétendu apolitisme sportif, qu'il est toujours préférable de participer pour influencer ne se vérifie que rarement. Le « malentendu » remonte en fait à la restauration des Jeux olympiques à la fin du 19e siècle. D'entrée de jeu, le discours de son promoteur Pierre de Coubertin révèle l'ambivalence du dessein : d'un côté l'accent est mis sur l'internationalisme des champions et le caractère pacifique de leurs affrontements, de l'autre référence est faite aux forces vitales patriotiques et raciales.

Parce qu'ils sont des spectacles à l'échelle planétaire, les Jeux olympiques comme la Coupe du monde de football deviennent très vite d'inégalables vitrines pour renvoyer une image, qu'elle soit *soft* ou *hard*. Mussolini fit de la Coupe du Monde en Italie en 1934 un formidable outil de propagande. Et que dire des Jeux de Berlin en 1936, carrément instrumentalisés par l'idéologie nazie ? Il avait bien fallu accepter les athlètes juifs pour prévenir un éventuel boycott du CIO – menace d'ailleurs mollement brandie – ce qui n'empêcha pas l'événement de tourner à la parade hitlérienne, avec la bénédiction plus ou moins tacite des responsables du mouvement olympique. Le Führer prit ainsi la décision de réserver ses félicitations à ses seuls compatriotes pour ne pas avoir à serrer la main de « non-aryens ».

De Berlin une leçon aurait au moins pu être tirée, à savoir qu'en termes de politisation il y a des limites à l'acceptable. Un chemin aurait pu être balisé pour l'avenir quitte à réduire l'universalité de ces grand-messes de l'exploit. Mais on a préféré laisser à chacun le droit d'agir en son âme et conscience, souvent avec hypocrisie et calcul, et parfois une bonne dose de violation des Droits de l'Homme. Certes, Berlin demeure – heureusement – une exception dans l'Histoire mais avouons qu'il ne faut pas avoir été trop regardant pour être allé célébrer l'olympisme à Moscou, Atlanta ou Pékin, ou disputer une Coupe du monde chez Vladimir Poutine en pleine guerre du Donbass.

Il en est de même pour celle qui se profile au Qatar, pour toutes les raisons invoquées précédemment. Nous avons aujourd'hui affaire à des États qui nous disent en substance qu'ils veulent bien commercer avec nous mais que les valeurs démocratiques, les conventions internationales, ça n'est pas pour eux, en somme des États qui sont d'autant plus redoutables qu'on les redoute. Dès lors, que faire ? Lors de l'émission de *France Culture Soft power* du 31 janvier dernier, l'ancien ambassadeur de France en Russie et en Chine Jean-Maurice Ripert formulait cette réponse : « Il faut à la fois respecter le pays, sa culture, son histoire, ce qu'il a de vénérable, ce qu'il a réussi, son partenariat avec nous quand il y en a un, et rester ferme sur les valeurs. Ne jamais se taire. Si vous ne vous respectez pas vous-même, vous ne serez jamais respecté. (Ces pays) comptent sur le fait qu'on leur concède la puissance. Il faut donc en permanence, poliment, diplomatiquement mais fermement, leur fixer les limites, les lignes bleues, celles où l'on veut aller, et les lignes rouges, celles au-delà desquelles nous n'irons pas. »

La question à se poser dans le cas qui nous intéresse est donc la suivante : sommes-nous d'accord – nous, responsables politiques, décideurs économiques, footballeurs, supporters, citoyens – avec le Qatar et ses pratiques ? Il nous reste quelques mois pour nous prononcer.